

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Quel est le nombre idéal de nouveaux arrivants au Canada?

Par Randall Bartlett, directeur principal, économie canadienne

Faits saillants

- ▶ Quel est le nombre idéal de nouveaux arrivants que devrait accueillir le Canada? Cela dépend. L'immigration est essentielle à la réussite économique à long terme du Canada, mais peut entraîner des défis à court terme. Par conséquent, les décideurs doivent tenir compte de plusieurs éléments.
- ▶ La situation à court terme de l'économie et du marché du travail en fait partie. La demande soutenue de main-d'œuvre indique que le rythme actuel des admissions de résidents permanents et non permanents pourrait être justifié, du moins pour l'instant.
- ▶ Il faut aussi regarder la vitesse à laquelle la croissance de la population en âge de travailler (15 à 64 ans) devrait s'accélérer afin de stabiliser le ratio de dépendance des personnes âgées (RDPA), réduisant ainsi les conséquences du vieillissement. Il faudrait une augmentation d'un peu plus de 2 % par année, une cadence légèrement supérieure à celle de 2022, et environ trois fois la moyenne prépandémique sur 5 ans. Pour faire baisser le RDPA davantage, il faudrait encore plus d'immigration.
- ▶ Les immigrants économiques stimulent aussi la croissance du PIB potentiel en étant très productifs et engagés sur le marché du travail. Les autres nouveaux arrivants ont un effet plus mitigé sur le PIB potentiel. Mais, dans l'ensemble, nos recherches démontrent qu'une immigration plus importante serait une bonne solution pour augmenter le PIB réel par habitant et, par conséquent, le niveau de vie et les revenus à long terme.
- ▶ Cependant, comme la croissance démographique continue de faire grimper les prix des maisons et de miner l'abordabilité à court terme, le gouvernement fédéral doit tenir compte de cette situation dans sa politique d'immigration, en particulier en ce qui concerne les résidents non permanents. Sa politique d'immigration doit s'accompagner d'actions immédiates pour augmenter l'offre de logements.

Quel est le niveau optimal d'immigration au Canada? Il peut s'agir d'une question difficile, car le terme « optimal » est subjectif. La réponse dépendra de l'objectif de politique publique visé par l'immigration.

D'un point de vue économique, il faut considérer divers facteurs. La conjoncture économique en fait partie. L'incidence à long terme de l'immigration sur le potentiel économique du Canada grâce à l'amélioration de la productivité et à l'augmentation de la main-d'œuvre est également à prendre en compte. Ce dernier enjeu est particulièrement important, car les baby-boomers ont déjà commencé à prendre leur retraite. Et comme les gens vieillissent, les coûts des soins de santé individuels augmentent de façon exponentielle, ce qui exerce une pression

considérable sur les finances publiques, surtout pour les gouvernements provinciaux. Il pourrait donc y avoir un niveau optimal d'immigration qui atténue l'effet du vieillissement sur la croissance du PIB potentiel et qui assure la pérennité des finances et des services de santé publics. Mais ajouter des personnes à la population n'est pas sans coûts, surtout quand on le fait rapidement. L'effet se fait nettement sentir au sein du marché canadien de l'habitation, où certaines des plus grandes villes du pays ont récemment connu une hausse marquée de l'activité, malgré les coûts d'emprunt élevés. En effet, bien que les nouveaux arrivants soient un ajout fort apprécié à l'offre de main-d'œuvre, ils font aussi augmenter la demande globale des consommateurs.

L'état actuel de l'économie et du marché du travail explique-t-il la vague d'immigration que nous vivons?

Avant d'aborder la relation entre l'immigration et la situation économique, il est important de distinguer les différents types de nouveaux arrivants au Canada. Selon [Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada](#) : « Un résident permanent est une personne qui a obtenu le statut de résident permanent en immigrant au Canada, mais qui n'est pas encore citoyen canadien. Les résidents permanents sont citoyens d'autres pays. » En revanche, les résidents non permanents comprennent les travailleurs étrangers temporaires, les étudiants étrangers et les demandeurs d'asile, qui ont tous le droit de vivre temporairement au Canada ([CIC News, 2023](#)). Et c'est ce groupe qui constitue maintenant la très grande majorité des nouveaux arrivants au pays (graphique 1).

La question se pose : pourquoi tant de résidents non permanents viennent-ils au Canada? On pourrait croire que c'est le reflet de la situation économique. Historiquement, il y a une corrélation positive entre l'état de l'économie estimé par l'écart entre le PIB réel et le PIB potentiel, soit l'*output gap*, et la proportion de résidents non permanents dans la population. Cependant, le taux de présence des résidents non permanents au Canada au cours des quatre derniers trimestres est beaucoup plus élevé que ne le requiert l'*output gap* (graphique 2).

Le marché du travail donne une indication plus claire de ce qui peut être en train de se produire. Plus précisément, le nombre de postes vacants était de près de 800 000 en avril 2023, en deçà du million observé au premier semestre de 2022, mais tout de même bien au-dessus des 550 000 observés en 2019. Le nombre de chômeurs par poste vacant a augmenté au cours de la dernière année pour atteindre 1,3, mais demeure nettement inférieur à 2,2, soit la moyenne de 2019 (graphique 3). Notamment, sans la hausse récente des nouveaux arrivants au

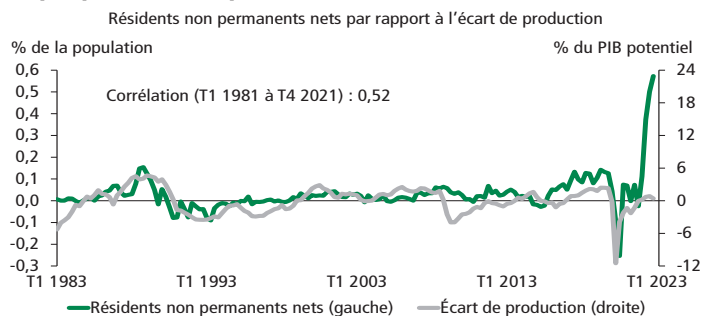
Canada pour occuper les postes vacants, ce ratio serait encore plus loin de la moyenne pré-pandémique.

Même si le taux de postes vacants¹ a diminué à 4,5 % (désaisonnalisé), alors qu'il était de près de 6 % en avril 2022, le taux de chômage n'a pratiquement pas bougé de son creux historique d'environ 5 % (graphique 4 à la page 3). Cela est logique, puisque la plupart des nouveaux arrivants au Canada sont des résidents non permanents, et plusieurs d'entre eux viennent ici à l'invitation d'un employeur pour combler un besoin particulier sur le marché du travail. Il paraît donc raisonnable que les admissions actuelles soient justifiées par les demandes en provenance du marché du travail.

Fait important, comme nous l'avons souligné dans nos récentes [Prévisions économiques et financières](#), l'économie canadienne devrait ralentir et le taux de chômage, augmenter (graphique 5 à la page 3). Cette situation devrait normalement entraîner une réduction du taux d'admission des résidents non permanents, car l'économie fonctionnerait en deçà de son potentiel et la demande de main-d'œuvre diminuerait.

GRAPHIQUE 2

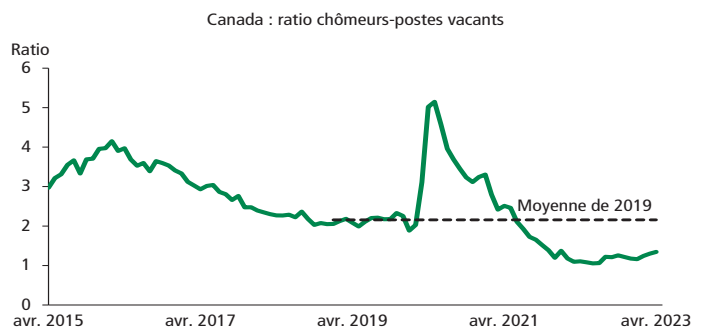
Plus de résidents non permanents arrivent au pays que ce qui est requis par l'écart de production



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 3

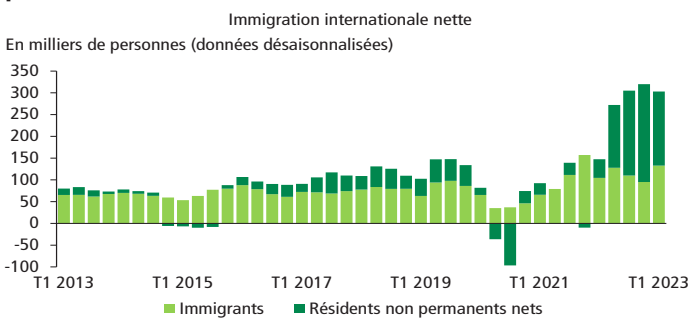
Le taux de chômage reste faible par rapport aux postes vacants



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 1

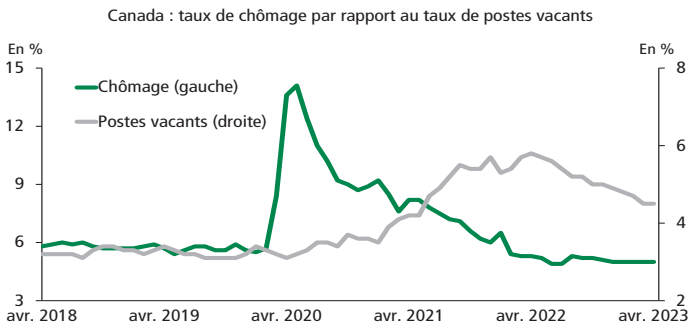
La majorité des nouveaux arrivants sont des résidents non permanents



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

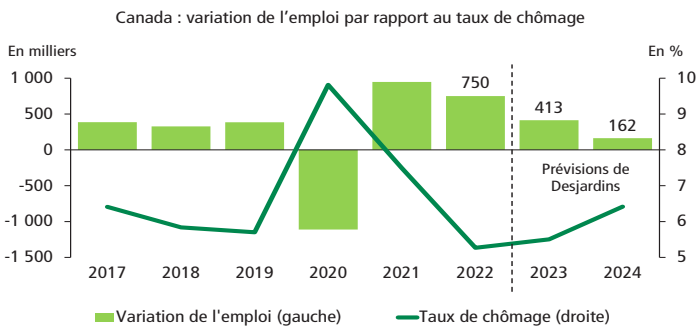
¹ Le taux de postes vacants correspond au nombre de postes vacants exprimé en pourcentage de la demande de main-d'œuvre, c'est-à-dire tous les postes occupés et vacants.

GRAPHIQUE 4
Le taux de chômage reste faible, mais le taux de postes vacants a atteint un sommet



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 5
Le marché du travail devrait ralentir en même temps que l'économie



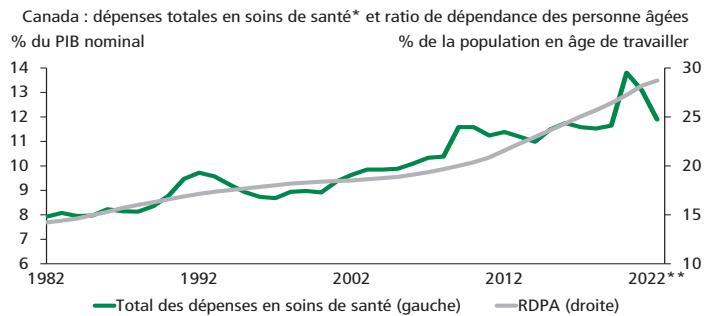
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Combien d'immigrants faut-il pour atténuer les effets du vieillissement de la population?

La demande à court terme sur le marché du travail semble justifier en grande partie le taux actuel d'admission des nouveaux arrivants, mais quelles pourraient être les conséquences économiques à long terme? Le vieillissement de la population est au cœur de cette discussion, car il mine l'activité économique tout en gonflant les coûts des soins de santé (graphique 6). En effet, selon le dernier [Rapport sur la viabilité financière](#) du directeur parlementaire du budget, les dépenses provinciales en soins de santé par habitant devraient presque doubler entre 2020 et 2040 pour dépasser 10 000 \$ par personne par année. Cette augmentation est bien supérieure à la hausse prévue de l'indice des prix à la consommation au cours de la même période et pourrait nécessiter une augmentation des revenus ou une réduction des dépenses associées à d'autres priorités afin d'éviter d'avoir recours à l'endettement pour la financer.

Cela porte à croire qu'il pourrait y avoir un niveau du ratio de dépendance des personnes âgées (RDPA), soit la proportion des personnes de 65 ans et plus par rapport aux 15-64 ans, qui pourrait atténuer les effets du vieillissement en augmentant la population en âge de travailler. Cela pourrait permettre au niveau

GRAPHIQUE 6
Le vieillissement est l'un des facteurs clés des dépenses en soins de santé au Canada

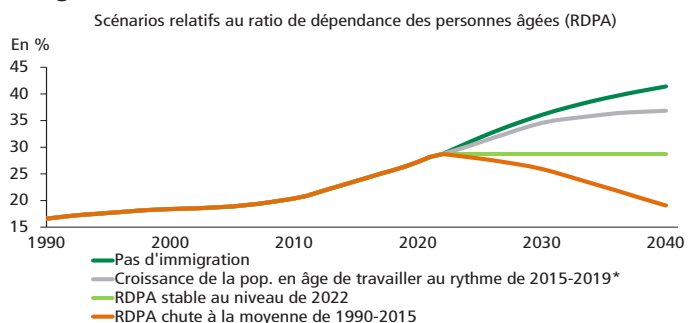


* Comprend les dépenses publiques et privées; ** Les dépenses de soins de santé pour 2021 et 2022 sont des prévisions. Sources : Institut canadien d'information sur la santé, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

de vie de continuer à croître tout en assurant la pérennité des finances publiques. Le calcul de ce RDPA « optimal » va au-delà du présent *Point de vue économique*, mais on peut au moins se donner une idée de la sensibilité de ce ratio aux différents taux de croissance de la population en âge de travailler. Pour y arriver, nous adoptons différentes approches.

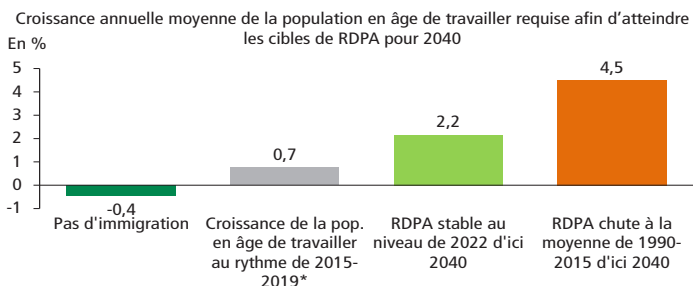
La première consiste à maintenir le taux de croissance du RDPA au niveau le plus récent, qui était de 28,7 % en 2022 (graphique 7). Pour conserver ce taux jusqu'en 2040, la population en âge de travailler devrait augmenter en moyenne de 2,2 % par année (graphique 8 à la page 4). Mais il ne serait pas nécessaire qu'elle progresse à ce rythme chaque année pour assurer la stabilité du RDPA. En 2023, elle devrait augmenter d'environ 3,5 %, mais en 2040, la croissance devrait plutôt se situer autour de 1 % puisque les baby-boomers partent progressivement à la retraite. Si l'on met ce taux de croissance en perspective, il dépasse de beaucoup l'augmentation de 1,6 % de la population en âge de travailler observée en 2022, soit le rythme de croissance le plus rapide depuis 1989. Fait à noter, la croissance de la population en âge de travailler en 2022

GRAPHIQUE 7
Le ratio de dépendance des personnes âgées devrait continuer d'augmenter



* Correspond au scénario M1 (croissance moyenne) de Statistique Canada, avec historique mis à jour. Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 8
La croissance de la population en âge de travailler devrait augmenter pour annuler l'incidence du vieillissement sur le RDPA



* Correspond au scénario M1 (croissance moyenne) de Statistique Canada, avec historique mis à jour.
 RDPA : Ratio de dépendance des personnes âgées
 Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

a été entièrement attribuable à une forte augmentation de l'immigration et des travailleurs étrangers temporaires.

La deuxième approche consiste à déterminer un taux de croissance de la population en âge de travailler qui ferait évoluer graduellement le RDPA vers un niveau prédéterminé. On pourrait entre autres cibler une moyenne historique. À titre d'exemple, le RDPA a été relativement stable de 1990 à 2015, avec une moyenne de 19,1 % (graphique 7 à la page 3). Pour atteindre ce niveau d'ici 2040, une croissance annuelle moyenne de 4,5 % de la population en âge de travailler serait nécessaire (graphique 8). Ce taux de croissance devrait être beaucoup plus élevé pour atteindre l'objectif plus tôt.

Selon les différents scénarios que nous avons définis, les gains de population devraient largement dépasser les normes historiques. Cela donne à penser que, même au rythme élevé actuel de l'immigration, le RDPA devrait continuer d'augmenter dans un avenir prévisible. En effet, en suivant cette cadence, il pourrait au mieux revenir à son niveau de 2022 d'ici 2040 après avoir atteint plus de 30 % autour de 2030. En revanche, le fait de ramener la croissance de la population en âge de travailler à sa moyenne annuelle de la période 2015-2019, soit 0,7 %, ferait que le RDPA augmenterait graduellement pour atteindre 35 % à 40 % d'ici 2040 (graphiques 7 à la page 3 et 8 à la page 4). Freiner l'immigration entraînerait une augmentation encore plus rapide et soutenue du RDPA.

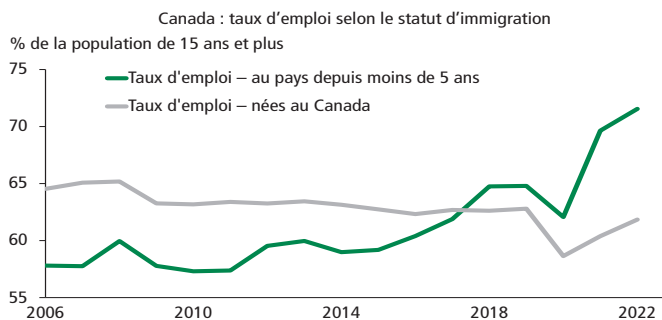
Quels sont les effets de l'immigration sur le PIB potentiel du Canada?

Comme nous l'avons démontré précédemment, l'arrivée de nouveaux arrivants au Canada augmente la croissance du PIB potentiel et le PIB potentiel par habitant. Cela est notamment attribuable au fait que les nouveaux Canadiens et Canadiennes sont plus susceptibles d'occuper un emploi que les personnes nées au Canada, un phénomène qui a débuté avant la pandémie (graphique 9). En effet, les travailleurs âgés ont tendance à travailler moins et les nouveaux arrivants sont généralement plus jeunes.

Dans les scénarios présentés plus tôt, si l'immigration était suffisamment élevée pour permettre au RDPA de demeurer constant d'ici 2040, la croissance annuelle du PIB potentiel serait en moyenne supérieure de 1,0 point de pourcentage à celle du scénario où la population en âge de travailler augmente à sa moyenne pré-pandémique (graphique 10). Et si l'immigration était suffisante pour permettre au RDPA de revenir à sa moyenne de 1990 à 2015 d'ici 2040, la croissance annuelle du PIB potentiel serait en moyenne plus élevée de 3,1 points de pourcentage. Enfin, s'il n'y avait plus d'immigration à l'avenir, la croissance du PIB potentiel serait de 1,1 point de pourcentage inférieure à celle du scénario dans lequel la population en âge de travailler croît au rythme de sa moyenne pré-pandémique. Toutefois, elle resterait légèrement positive en raison de l'augmentation de la productivité. Il convient de noter que cette analyse ne présume pas d'amélioration supplémentaire après 2022 de l'employabilité des nouveaux arrivants au Canada par rapport à celle des travailleurs nés au Canada. Cela renverserait la tendance des 15 à 20 dernières années.

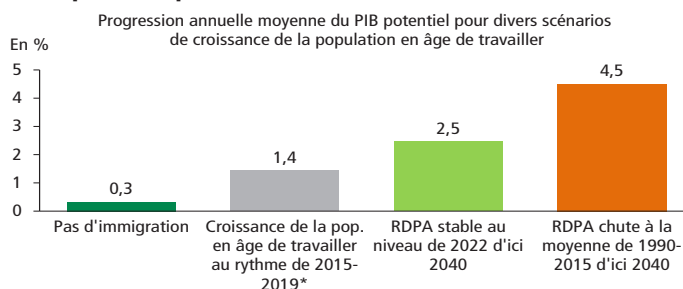
Fait important : on présume que la croissance de la productivité est la même dans tous ces scénarios. Il est difficile de déterminer le niveau de productivité d'un travailleur né à l'étranger ou au Canada, car nous n'avons pas de données précises sur

GRAPHIQUE 9
Les personnes qui ont immigré récemment au Canada ont des résultats positifs en matière d'emploi



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

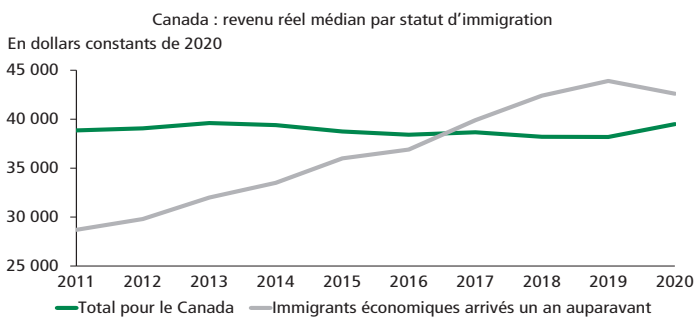
GRAPHIQUE 10
L'immigration stimule la population en âge de travailler ainsi que le PIB potentiel



* Correspond au scénario M1 (croissance moyenne) de Statistique Canada, avec historique mis à jour.
 RDPA : ratio de dépendance des personnes âgées
 Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

les secteurs d'activité où ils travaillent. Cependant, certaines [informations](#) laissent présager une prévalence plus élevée des travailleurs nés à l'étranger dans les secteurs de la fabrication, de la finance et de l'assurance ainsi que dans les services professionnels, scientifiques et techniques. Notre récente [analyse](#) du PIB réel par habitant au Canada révèle que ces secteurs ont une productivité supérieure à la moyenne. Les immigrants sont également plus susceptibles de devenir entrepreneurs et de posséder des entreprises qui transigent internationalement que les personnes nées au Canada. (Consultez notre récent [portrait économique des jeunes](#) pour plus d'information.) De plus, en utilisant les salaires réels comme un indicateur de la productivité relative des différents groupes, il est évident que les immigrants économiques performant mieux que les Canadiens typiques (graphique 11). Cette distinction est importante. En effet, les immigrants économiques, qui constituent le principal groupe d'immigrants au Canada, sont plus susceptibles d'occuper un emploi, et leurs salaires réels plus élevés permettent de croire qu'ils sont, dans l'ensemble, plus productifs. Leur contribution au PIB potentiel semble donc meilleure. Ce n'est généralement pas le cas pour les immigrants appartenant à d'autres catégories, comme les réfugiés et les immigrants parrainés par des familles. Mais ces immigrants « non économiques » représentent une minorité des admissions totales au Canada. Malheureusement, les données sont encore plus rares pour les résidents non permanents. Cela dit, la récente annonce de la [Stratégie pour les talents technologiques](#) témoigne des mesures prises pour encourager les résidents non permanents très productifs à s'installer temporairement au Canada pour travailler.

GRAPHIQUE 11 Les immigrants économiques gagnent plus que le revenu réel médian national



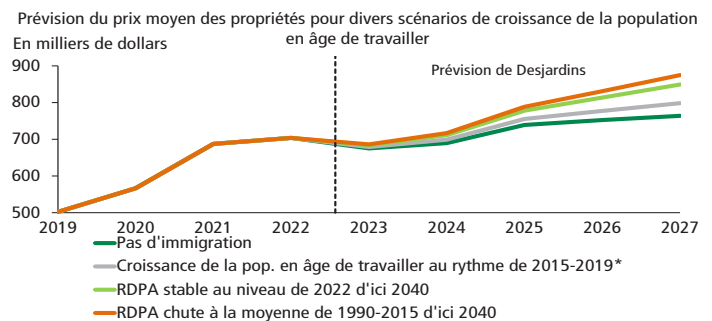
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Les enjeux vont au-delà de l'ajout ou de la soustraction de population

Comme indiqué ci-dessus, le taux de croissance actuel de la population en âge de travailler doit rester le même pour garder le RDPA globalement stable d'ici 2040. Cela stimulerait aussi le taux de croissance du PIB potentiel. Mais avec la diminution

rapide de l'abordabilité de tous les types de logements, il n'est pas certain à quel point le rythme actuel de l'immigration peut être maintenu. Selon une de nos analyses effectuées plus tôt cette année, les mises en chantier devraient grimper de 100 000 unités par an pour compenser la hausse du prix des propriétés attribuable à l'augmentation du nombre de résidents permanents. Cela s'explique en partie par le fait que les mises en chantier sont en baisse et devraient encore fléchir en raison de la hausse des taux d'intérêt et des coûts des intrants ainsi que de la diminution des préventes. (Consultez nos récentes [perspectives de l'immobilier résidentiel canadien](#).) Cependant, ces prévisions semblent maintenant sous-estimer la réalité compte tenu de l'arrivée massive de résidents non permanents. En effet, nos perspectives sur le marché de l'habitation, qui reposent en partie sur le [cadre de la Banque du Canada](#) (BdC), laissent entendre qu'une augmentation soutenue de la population entraînerait une hausse plus rapide du prix moyen des propriétés, car les mises en chantier ne parviennent pas à suivre le rythme des ventes de propriétés existantes (graphique 12)². En l'absence d'une augmentation importante de l'offre d'habitations, cela ajouterait une pression supplémentaire sur l'inflation pour le logement, soit par l'effet direct de la hausse des prix des propriétés neuves, soit par l'effet indirect des pressions exacerbées sur les loyers. Il y a cependant une limite à ce que le gouvernement fédéral peut faire pour inciter les provinces et les municipalités à construire plus de logements. Cette responsabilité revient donc à tous les ordres de gouvernement. Ainsi, le gouvernement fédéral doit également être à l'écoute des autres paliers de gouvernement pour ce qui est de la capacité de loger à court terme les nouveaux arrivants. Sinon, il y a un risque que le manque de logements adéquats restreigne l'établissement de travailleurs de talent, nuise à la croissance potentielle du PIB et réduise l'ouverture des Canadiens et des Canadiennes à l'immigration de façon plus générale.

GRAPHIQUE 12 Plus le rythme de l'immigration sera rapide, plus les prix des propriétés grimpent rapidement



* Correspond au scénario M1 (croissance moyenne) de Statistique Canada, avec historique mis à jour.
Sources : Association canadienne de l'immeuble et Desjardins, Études économiques

² Nous présumons que les taux d'intérêt ne bougeront pas en réaction à la hausse de l'activité sur le marché de l'habitation.

Conclusion

Quel est le niveau optimal d'immigration au Canada? La réponse dépendra de l'objectif de politique publique visé. L'immigration est essentielle à la réussite économique à long terme du Canada. Les travailleurs nés à l'étranger aident à répondre aux besoins du marché du travail à court terme, lesquels sont actuellement criants. Nous avons aussi besoin de l'immigration pour maintenir ou, mieux encore, augmenter la croissance du PIB potentiel à long terme tout en assurant la pérennité des finances publiques. C'est particulièrement le cas pour les gouvernements provinciaux, qui sont responsables de fournir des services de santé à une population qui vieillit rapidement.

Mais les défis à court terme de l'explosion démographique commencent à se manifester, surtout en ce qui concerne le marché de l'habitation. Le gouvernement fédéral pourrait promptement resserrer les exigences pour les résidents non permanents, ce qui contribuerait à freiner quelque peu l'érosion de l'abordabilité du logement. Le ralentissement de l'arrivée de travailleurs étrangers temporaires au Canada pourrait également inciter les entreprises à augmenter les salaires réels ou à investir dans des technologies qui améliorent la productivité. Cela limiterait toutefois considérablement la croissance de la population en âge de travailler, ce qui se traduirait par une hausse plus rapide du RDPA et pourrait créer des problèmes de viabilité budgétaire. L'équilibre est difficile à atteindre. Il témoigne de la nécessité pour le gouvernement fédéral de conjuguer sa politique d'immigration avec une approche axée sur les résultats visant à améliorer l'abordabilité de tous les types de logements.